

# La crise politique : aux sources du nationalisme

Le 12 octobre 1958, Pouvanaa a Oopa, vice-président du Conseil de Gouvernement de la Polynésie française, député à l'Assemblée nationale, chef du Rassemblement démocratique des populations tahitiennes (R.D.P.T.) et leader charismatique du peuple *ma'ohi* (le *meua*, le père) était arrêté au matin, à son domicile, sous l'inculpation d'avoir "invité en public et à plusieurs reprises ses partisans à brûler Papeete et à en faire un désert". Jugé en cour criminelle (la Cour d'Assises du Territoire) sous l'inculpation d'homicide volontaire, comme s'il s'était agi d'un simple pyromane, et non d'atteinte à la sûreté de l'État - une accusation qui aurait été plus sérieuse mais peut-être plus difficile à prouver -, Pouvanaa fut incarcéré en France "à la prison des Baumettes, sous le régime... des prisonniers politiques, régime qui montre bien l'inanité de l'inculpation de pyromane : et après huit ans de détention, puis de résidence surveillée, après avoir été gracié, il revient à Tahiti le 30 novembre 1968, objet d'une manifestation grandiose et d'une prière d'action de grâce pour les retrouvailles avec

son peuple". Il reprit alors dans le calme - après un accident de parcours qui en constitue sans doute l'épisode le plus important - une carrière politique commencée vraiment au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et symbolisant pour la première fois à Tahiti l'émergence d'un nationalisme populaire dont les racines sont anciennes et profondes mais qui jusqu'alors n'avait pas réussi à s'exprimer. Un nationalisme authentiquement populaire parce qu'il ne se contente pas de remettre en cause les relations de dépendance existant entre la France et sa lointaine possession du Pacifique, mais conteste fondamentalement l'ordre social mis en place localement par le système colonial.

## Des racines profondes et anciennes

Le nationalisme symbolisé par Pouvanaa n'a pas de peine à trouver des aliments dans le passé, tant la lutte pour l'indépendance des Polynésiens le marque, sinon vigoureusement, du moins très régulièrement. Après la victoire des royaux-chrétiens en 1815 à Tahiti qui est, aussi, la défaite d'une indépendance tahitienne, la crise de la Mamaia (en ses dates extrêmes 1826-1840) est également une manifestation de la personnalité tahitienne refusant de se dissoudre dans un univers européen-chrétien. Le protectorat français de 1843 amène trois années de guerre dure : 1844-

1846. Et l'annexion des îles Sous-le-Vent en 1887 déclenche des résistances armées à Huahine et à Raiatea. Les Tahitiens n'ont jamais compris, ni admis, que leur union à une grande puissance européenne, reconnaissance de la puissance technologique et religieuse de celle-ci en échange de sa protection, puisse entraîner son intrusion dans leurs propres affaires, l'aliénation de leurs terres au profit de ses propres sujets ou citoyens, le peuplement des îles par des colons étrangers. "Malentendu pacifique" écrit l'ethnologue J.-F. Baré, à ce propos, dans un livre tout récent. Les Tahitiens du temps des premiers missionnaires voyaient très bien "Peretane" (la Grande-Bretagne) comme une unité politique de rang élevé apportant Jéhovah dans les îles et formant avec les unités politiques traditionnelles une confédération à la tête de laquelle elle aurait eu une suprématie toute nominale (à l'âge des *ari'i maro'ura* ou *maro tea*). Lorsque, le 18 avril 1958, J.-B. Cêran-Jérusalem "se faisant l'interprète de M. Pouvanaa a Oopa", déclare à l'Assemblée territoriale que le R.D.P.T. s'est assigné la tâche de mener le pays vers une république tahitienne dans l'Union française, la conception n'est guère différente, et A.-R. Grand a raison de répéter avec force dans sa thèse de doctorat que, dans son nationalisme, Pouvanaa demeurait attaché à la France.



La conquête de l'archipel de la Société. Ces reproductions (ci-dessus : une aquarelle de C.C. Antig représentant un fortin dominant les hauteurs de Papeete et édifié par les troupes françaises ; à gauche : la résidence fortifiée, le pa de Teraupoo à Raiatea) de vestiges aujourd'hui disparus nous rappellent que la domination française a été imposée par la force dans cet archipel. Cet événement historique alimente aujourd'hui encore la revendication nationaliste de certains partis indépendantistes.

N° 30321 e47  
Cote B

## Un nationalisme longtemps contenu

Le nationalisme né de la conquête coloniale mettra longtemps à se remettre de la perte de l'indépendance. Le Tahiti colonial d'avant la Première Guerre mondiale est un Tahiti très paternaliste, un territoire "assoupi", en proie seulement aux éclats de voix, aux intrigues et aux scandales de la toute petite colonie européenne dressée en clans antagonistes, "locaux" contre "métropolitains", "privés" contre administration, colons contre maisons de commerce, Français contre Anglo-Saxons.

De la masse polynésienne, au demeurant peu nombreuse (27 000 habitants en 1918), mais écrasante majorité par rapport à la colonie euro-américaine, il est peu question. Bien que citoyens, les habitants de Tahiti, des Tuamotu et des Marquises n'ont pas d'assemblée élue au niveau du Territoire, ni de député au niveau du Parlement de la République, seulement un délégué au Conseil supérieur des Colonies, qui sera, le plus souvent, un étranger au Territoire. Une certaine conception tahitienne, paternaliste et hiérarchique des rapports sociaux qui n'exclut pas, traditionnellement, le contrôle rigoureux des leaders, correspond au paternalisme autoritaire et

tâillon de l'administration et à celui, exploiteur, des colons, et peut expliquer l'apparente passivité des Tahitiens.

Une passivité dont ils vont sortir progressivement quand la Première Guerre mondiale va les faire entrer dans le monde contemporain comme combattants destinés à mourir sur les champs de bataille de l'est ; et leurs survivants, qui ont découvert l'existence en Métropole d'une société relativement égalitaire et démocratique - au moins par rapport aux conditions sociales et politiques prévalant à Tahiti - vont se retrouver, à leur retour aux îles, dans une société figée, paternaliste et autoritaire qui se refuse à faire la moindre place à leur nouveau statut de fait d'anciens combattants ayant donné leur sang, souvent décorés et donc citoyens plus qu'à part entière. Pouvanaa est de ceux-là et un premier nationalisme tahitien s'ébauche et va revendiquer, dans le cadre de la France, mère-patrie, l'égalité de régime entre Tahiti et la Métropole dans le cadre d'une République démocratique dont les anciens combattants ont constaté l'existence lorsqu'ils s'y trouvaient pour faire la guerre et la défendre.



Le Père fondateur et ses héritiers. L'arrestation de Pouvanaa a Oopa le 12 octobre 1958 (ci-contre) ne sonne pas le glas du combat nationaliste, repris avec vigueur par John Teariki (ci-dessous) (voir pp. 118-120), son fils spirituel, rejoint en 1967 par Francis Sanford (en bas à gauche). Le scrutin législatif du 10 juin 1976 (durant lequel F. Sanford mène campagne en compagnie de Pouvanaa, autorisé à revenir à Tahiti en 1968) montrera que le peuple polynésien est en majorité favorable à l'autonomie interne.



# ENCYCLOPEDIE DE LA POLYNESIE

## vivre en Polynésie 1

Ce huitième volume de l'Encyclopédie de la Polynésie a été réalisé sous la direction de

**François Ravault,**

Docteur de 3e cycle en Géographie, Directeur de Recherche à l'O.R.S.T.O.M.,

assisté de **Jean-Marc Pambrun**, Maître en Sciences sociales et Sciences humaines,  
Directeur du Département des Traditions du Centre polynésien des Sciences humaines,

avec la collaboration de : **Gilles Blanchet**, Docteur d'État en Sciences économiques, Économiste à l'O.R.S.T.O.M.,  
**Philippe Couraud**, Docteur-Ingénieur en Agro-Économie, Service de l'Économie rurale, **Michel Etilage**, Maître en Droit,  
Attaché juridique au Service des Affaires administratives, **Paul Hodée**, Docteur ès Sciences de l'Éducation,  
Vicaire général de l'Archevêché de Papeete, **Claude Marere**, Journaliste indépendant,

**Thierry Nhun-Fat**, Docteur de 3e cycle en Statistiques,

Responsable du département Études et Programmation au Service du Tourisme,

**Arapari Paparai**, Pasteur de l'Église évangélique de Polynésie française, Paroisse de Mahina,

**Jean-Marius Raapoto**, Titulaire d'un D.E.A. en Phonétique, Conseiller à l'Assemblée territoriale,

**Claude Robineau**, Docteur d'État ès Lettres et Sciences humaines, Directeur de Recherche à l'O.R.S.T.O.M.,

**Bruno Saura**, Titulaire d'un D.E.A. d'Études politiques, Journaliste au *Nouveau Journal*,

**Geneviève Simon**, C.A.P.E.S. de Sciences économiques et sociales, Professeur au lycée d'Orange,

**William Vanizette**, Titulaire d'un D.E.A. en Sciences économiques, Analyste chargé d'études au Service des Affaires économiques,

**Henri Vernier**, Licencié en Théologie, Pasteur de l'Église évangélique de Polynésie française.

Conception et production : **Christian Gleizal**

Maquette et coordination de la réalisation technique : **Jean-Louis Saquet**

Assistante de production : **Catherine Krief**

Illustrations et cartographie : **Catherine Visse et Jean-Louis Saquet**

L'iconographie de ce volume a été rassemblée grâce à l'aide qui nous a été apportée par :

à la National Library of Australia : **Barbara Perry**, Pictorial Librarian, **Sylvia Carr**, Acting Pictorial Librarian ;

à la State Library of New South Wales, **Dixson Library** : **Mrs Rhodes**, **Dixson Librarian** ; à l'O.P.A.T.T.I. : **Christian Vernaudon**, directeur général,

**Patrick Robson**, directeur des Relations Publiques, **Hyacinthe Cao**, photographe ;

au Service de l'Information et des Relations avec la Presse de la Présidence du Gouvernement : **Philippe Guésdon**, chef du service,

**Roland Gloaguen**, adjoint, **Gilles Hucault**, photographe ; au Service des Archives territoriales : **Pierre Morillon**, chef du service ;

à l'Institut territorial de la Statistique : **Gérard Baudchon**, directeur, **Emile Bruneau**, adjoint ; à *La Dépêche* : **Michel Anglade**, directeur ;

aux *Nouvelles* : **Heimata Hirshon**, directeur, **Lucien Maillard**, directeur de la publication ; le Service de Documentation de l'Église évangélique ;

à l'Église réorganisée de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (sanito) : le Président et le Secrétaire ;

à l'Église adventiste : **Roger Brotherson**, directeur du Département de Communication ;

à l'Église de Jésus-Christ des Saints des Derniers Jours (mormone) : le Président ; et l'Association des Témoins de Jéhovah.

Nous remercions également les collections privées qui nous ont été accessibles grâce à l'obligeance de

**A. Ata**, **Jacqui Drollet**, **A. Poroï**, **R.P. Patrick O'Reilly**, **F. Sanford**.

**Photographies** : **J. Bouchon**, **H. Cao**, **E. Christian**, **D. Darqué**, **M. Folco**, **B. Hermann**,

**G. Hucault**, **H. Lemasson**, **Ch. Pinson**, **Cl. Rives**, **G. Simon**, **A. Sylvaïn**, **B. Vannier**.



D 3 JUL. 1990

CHRISTIAN GLEIZAL / MULTIPRESS

18.231 vol.